

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 649
du 19 octobre 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur
des Français établis
hors de France*

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La formation « Sécurité » des conseils consulaires : à quoi ça sert ? La loi relative à la représentation des Français de l'étranger votée en 2013 a institué la création de « *conseils consulaires* », qui « *peuvent être consultés sur toute question concernant les Français établis dans la circonscription et relative à la protection sociale et à l'action sociale, à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage, à l'enseignement français à l'étranger et à la sécurité.* » Les conseillers consulaires peuvent donc être convoqués par le président de leur conseil, en différentes « formations », selon le ou les thèmes à l'ordre du jour. La formation « sécurité » est naturellement convoquée lors d'événements catastrophiques, comme les tremblements de terre qui ont secoué le Mexique en septembre.

Bilan par Geneviève BERAUD-SUBERVILLE, conseillère à l'Assemblée des Français de l'étranger et conseillère consulaire pour le Mexique, de la réunion de la formation sécurité du conseil consulaire du Mexique : les différents acteurs de la communauté française ont été réunis pour un retour d'expérience. WhatsApp s'est avéré être un outil essentiel. Heureusement, des groupes s'étaient déjà créés lors du séisme du 7 septembre, facilitant la communication lors du plus meurtrier, le 19 septembre. Les élus ont été informés d'une mission confiée à des ingénieurs conseils pour aider à vérifier les dégâts et faire l'analyse des actuelles consignes de sécurité en cas de tremblement de terre. Faut-il les faire évoluer ? Il en ressort que les réactions (sortir ou ne pas sortir) doivent s'adapter à la situation géographique des personnes (zones de la ville plus ou moins dangereuses), de la vétusté de l'immeuble dans lequel elles sont, à quel étage, dans quel état sont les escaliers de service...

Et à l'AFE ? Les travaux de la Commission de la Sécurité des personnes et des biens lors de la session plénière qui s'est tenue en octobre, [sont en ligne](#). Les trois thématiques de travail de la commission pour les prochains mois sont : sécurité d'urgence, prévention et réparation des préjudices. Les membres de la commission se répartiront 9 axes de travail autour de ces thématiques. Un bilan des travaux passés sera également réalisé, ainsi qu'un point de la situation sur le « livret de sécurité » qui doit se trouver dans les ambassades.

La question administrative de la semaine. Quid du déploiement du référentiel Marianne à l'étranger ? En réponse à une [question écrite du sénateur Robert del PICCHIA](#) sur l'agenda et l'étendue du déploiement du référentiel Marianne dans les postes diplomatiques et consulaires, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a assuré que « *la totalité* » des « [12 engagements](#) » du référentiel « *seront pris en compte par les consulats qui sont, depuis le mois de janvier 2017, désormais tous engagés dans le déploiement du référentiel au terme d'une première phase d'expérimentation qui s'est achevée en décembre 2016* ».

Impôts sur les revenus français. 40% des particuliers non résidents assujettis à l'impôt en France recevront leur avis d'imposition courant octobre ou décembre 2017. Attention, si l'avis n'apparaît pas d'ici le 13 décembre 2017 dans l'« [espace particulier](#) » du site impots.gouv.fr, il revident au contribuable de contacter le service des impôts des particuliers via la messagerie du même site.

Paiement en ligne ? La possibilité de le faire via l'« [espace particulier](#) » d'impots.gouv.fr est seulement accessible aux contribuables disposant d'un compte bancaire domicilié dans la zone SEPA (28 pays de l'UE, Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse et Monaco). [Cliquer ici pour payer en ligne](#). Toutes les modalités de paiement peuvent être [consultées ici](#).

MONDE

19^e congrès du Parti communiste chinois. 2.287 délégués sont réunis à Pékin pour définir [la ligne politique de leur parti](#) et les grandes orientations pour la Chine pour 5 ans. De nombreux postes vacants sont à pourvoir dans les instances dirigeantes, notamment en raison d'une campagne anticorruption menée par le secrétaire général du parti et président chinois, XI Jinping. Cette campagne a eu pour effet d'écarter du parti ses principaux opposants.

XI renouvelé. Secrétaire général du PCC depuis 2012, après avoir dirigé pendant un an le bureau politique du parti, Xi Jinping [se prépare à être réélu](#) à cette fonction par les membres du comité permanent. Le dirigeant chinois a ouvert le congrès par un discours dans lequel il a dressé le bilan de son premier mandat. Sur le plan économique, il a continué à favoriser la libéralisation de l'économie chinoise. Il a mis sur pied le projet des « *nouvelles routes de la soie* », finançant de nombreuses infrastructures en Asie. La croissance économique, qui s'établissait à 7,9 % en 2012, a néanmoins baissé à 6,7 % en 2016, son plus bas niveau depuis un quart de siècle.

Une « nouvelle ère » pour la Chine. C'est l'ambition de M. XI, qui souhaite que son pays prenne « *une place encore plus centrale sur la scène internationale* ». Il a promis que la république socialiste allait « *s'ouvrir encore davantage* » et qu'elle traiterait « *équitablement* » les entreprises étrangères sur son territoire, alors que le pays est régulièrement taxé de protectionnisme. Partenaire économique principal de la Corée du Nord, la Chine a accepté de voter des sanctions contre son voisin au Conseil de sécurité de l'ONU le 11 septembre, après la multiplication de ses essais balistiques et nucléaires depuis le début de l'année. En application de ces sanctions, les entreprises nord-coréennes établies en Chine devront cesser leur activité d'ici janvier.

Rakka est tombée. Les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les États-Unis, ont annoncé avoir totalement pris la ville après 5 mois de combats contre l'État islamique, qui aurait perdu 87% du territoire conquis en 2014. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, la bataille aurait fait 3.250 morts, dont 1.130 civils. La reprise de la ville, ancien centre de commandement des « *opérations extérieures* » de l'EI d'où avaient été planifiés des attentats en Europe et ailleurs, est un revers de plus pour l'organisation djihadiste.

Attentat à Mogadiscio. Le dernier bilan gouvernemental de l'explosion de deux véhicules piégés dans la capitale somalienne faisait état d'au moins 276 morts et 300 blessés. Le double attentat n'a pas été revendiqué, mais le président somalien a mis en cause le groupe terroriste Al-Shabbaab, lié à Al-Qaïda, qui lance fréquemment des attentats-suicides dans Mogadiscio et ses environs.

République centrafricaine : l'ONU évoque « *une nouvelle spirale de violences* ». Au moins 133 personnes sont mortes en 4 mois dans deux régions du pays. La Centrafrique est en proie depuis 2013 à des violences intercommunautaires, après le renversement de l'ex-président François BOZIZÉ par les milices Séléka prétendant défendre la minorité musulmane, ce qui avait entraîné une contre-offensive des milices anti-balaka, majoritairement chrétiennes.

Des troupes irakiennes au Kurdistan. Elles ont pris le contrôle, sans rencontrer de résistance, de plusieurs zones et infrastructures dans la province pétrolière de Kirkouk sous contrôle kurde, 3 semaines après la victoire du « oui » à un référendum sur l'indépendance du Kurdistan.

Nouveau blocage d'un décret anti-immigration de TRUMP. Deux juges fédéraux américains ont [suspendu l'application de la troisième version du décret anti-immigration](#) du président américain, à l'exception des mesures prises pour le Venezuela et la Corée du Nord. Leurs décisions sont intervenues quelques heures avant l'entrée en vigueur du texte.

MADURO revendique une « nette victoire » aux régionales. Le président vénézuélien a annoncé que son parti, le Parti socialiste unifié, a remporté 17 États sur 23. L'opposition a dénoncé des fraudes.

EUROPE

Theresa MAY tente le donnant-donnant. Le Conseil européen, de ce jeudi et vendredi, devrait constater l'impasse des négociations sur le Brexit. La Première ministre a tenté une manœuvre de dernière minute. Alors que les 27 exigent d'elle de plus amples concessions financières sur la « facture » du Brexit, elle a assuré qu'un accord sur le droit des expatriés est « à portée de la main ». David DAVIS, le ministre britannique chargé du dossier à Londres a estimé que l'UE « joue la montre pour voir s'ils peuvent obtenir de nous plus d'argent ». « L'UE ne retarde rien du tout, elle est disponible », a répliqué son homologue européen, Michel BARNIER. Les 27 devraient suivre sa recommandation en constater l'absence de « progrès suffisants » dans les discussions sur le divorce avec le Royaume-Uni. Et pas question de donner un feu vert à une période de transition de 2 ans, réclamée par Mme MAY.

3% d'inflation au Royaume-Uni. C'est le plus mauvais résultat depuis 2012 et il pourrait peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Ces chiffres ont été publiés alors que, selon un rapport de l'OCDE, ordinairement prudent, « Le Royaume-Uni fait face à des temps difficiles, le Brexit entraîne de graves incertitudes économiques qui pourraient étouffer la croissance pendant les années à venir ». « Nous quittons l'UE et il n'y aura pas de second référendum », a indiqué un porte-parole du gouvernement.

Fin de l'ultimatum de Madrid à la Catalogne. [Sommé par le Premier ministre espagnol Mariano RAJOY de dire s'il avait ou non déclaré l'indépendance de la Catalogne](#), Carles PUIGDEMONT a assuré que son « principal objectif » des deux prochains mois était de l'amener « à dialoguer ». Insatisfait de cette réponse, le gouvernement espagnol a donné au dirigeant catalan un nouveau délai, qui expire ce jeudi, pour obtenir la « clarté » demandée.

Manifestation pour protester contre l'arrestation de deux leaders indépendantistes, Jordi SANCHEZ et Jordi CUIXART. Au moins 200.000 personnes ont pris part au mouvement de contestation.

L'autre ultimatum. Le gouvernement britannique a fixé au 30 octobre la nouvelle date butoir pour la formation d'un gouvernement en Irlande du Nord, faute de quoi Londres reprendrait la gestion de la province.

Victoire de la droite en Autriche. Le Parti populaire autrichien (conservateur) de Sebastian KURZ (31 ans), ministre des Affaires étrangères depuis 4 ans, a remporté les [élections législatives](#). Pour accéder à la chancellerie, ce dernier devra s'entendre avec les sociaux-démocrates du SPÖ ou avec la formation d'extrême droite FPÖ pour former une coalition.

Allemagne : revers électoral de la CDU en Basse-Saxe. Le SPD est arrivé en tête dimanche lors de l'élection régionale. Mauvais moment pour Angela MERKEL, alors que la chancelière a débuté les négociations pour former une coalition.

Une journaliste assassinée à Malte. Daphne CARUANA GALIZIA a été tuée par l'explosion d'une bombe sous sa voiture. Elle avait contribué aux révélations des Panama papers.

Incendies meurtriers au Portugal : démission de la ministre de l'intérieur. Constança URBANO de SOUSA, ministre de l'Intérieur a démissionné alors que le gouvernement est de plus en plus critiqué pour sa gestion des feux de forêt, qui ont fait plus de 100 morts en moins de quatre mois.

L'ouragan Ophelia tue 3 personnes en Irlande. Les autorités avaient martelé que le pays était en « alerte rouge » et enjoint aux habitants de rester chez eux. Les écoles étaient restées fermées.

Travailleurs détachés. Le Parlement européen a adopté le principe de l'égalité de rémunération pour un même travail au même endroit. Pour la période maximale de détachement des travailleurs, les eurodéputés se sont alignés sur la Commission pour une limitation à 2 ans.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Grand oral. Après plusieurs semaines de contestations sociales et de polémiques, le Président de la République a souhaité, lors de son premier grand entretien télévisé en France, faire œuvre de pédagogie sur ses réformes et son style de présidence.

Le style. Emmanuel MACRON a assuré que « *les décisions quotidiennes* » étaient prises par son premier ministre, Édouard PHILIPPE, mais qu'« *à la fin des fins, les décisions stratégiques sont prises par le président de la République* », qui a « *reçu le mandat* » des Français. Le chef de l'État a également assumé ses propos sur « *les fainéants* », « *les cyniques* », ou ceux qui « *foutent le bordel* » tout en rejetant leur mauvaise interprétation par les « *commentateurs* ». [Un langage « populaire »](#), loin des « *discours aseptisés* », a-t-il relevé. Accusé d'être le « *président des riches* », il a alors contredit la théorie de la « *jalousie française* » et estimé que l'impôt sur la fortune avait fait fuir « *beaucoup de talents* ».

Les réformes. Interrogé sur sa promesse de ramener le chômage à 7% de la population active au cours de son mandat, il a estimé que « *le taux de chômage est en train de progressivement baisser* ». Il a promis des résultats d'ici 18 mois. « *Les réformes du code du travail ne sont pas une hyperlibéralisation qui va détruire des droits* », a également promis M. MACRON, « *on doit donner plus de souplesse aux entreprises* ». La baisse de cinq euros par mois de l'aide personnalisée au logement (APL) était une « *mesure d'urgence* », a-t-il insisté. En revanche, le chef de l'État s'est refusé à donner une décision sur l'ouverture de la procréation médicalement assistée aux femmes seules et aux couples d'homosexuelles, tout en se déclarant favorable.

Critiques à distance. Emmanuel MACRON a lancé quelques traits à son prédécesseur. Sera-t-il également jugé sur l'inversion de la courbe du chômage ? « *On ne juge pas l'action du président de la République seulement sur un indicateur, c'est un de mes désaccords avec mon prédécesseur* ». Il a ensuite critiqué l'instauration décidée par François HOLLANDE d'une taxe à 75% sur les plus hauts revenus, dont il avait dit à l'époque : « *C'est Cuba sans le soleil* ». « *Sur tout, je fais ce j'ai dit... c'est en effet tout à fait nouveau* ». Réponse de François HOLLANDE depuis Séoul : « *La fiscalité est un facteur de cohésion nationale et sociale* ». Il a poursuivi : « *Si dans un pays, l'idée s'installe qu'il y a une fiscalité allégée pour les riches et alourdie pour les plus modestes ou les classes moyennes, alors c'est la productivité globale du pays, la capacité qu'il a à se mobiliser pour son avenir qui se trouvent mises en cause* ».

Lutte contre les violences sexuelles. La secrétaire d'État en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène SCHIAPPA, a présenté un [projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles](#) qui serait examiné par le Parlement l'an prochain. Une consultation citoyenne sera organisée jusqu'en mars 2018. Le projet s'articulera autour de trois mesures principales : l'allongement du délai de prescription pour les viols sur mineurs, l'instauration d'une présomption de non-consentement pour les mineurs en dessous d'un certain âge et la mise en place de verbalisations par la police du harcèlement de rue. Le Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (HCE) a publié en octobre 2016 un rapport dans lequel il estime que près de 100.000 personnes, homme ou femme, de 18 à 75 ans, sont victimes chaque année de viol ou tentative de viol.

13 attentats déjoués depuis janvier. C'est Emmanuel MACRON qui l'a annoncé, lors d'un discours sur sa politique de sécurité. « *Des dizaines, voire des centaines de vie* » ont été sauvées. Il a annoncé que la « *police de sécurité du quotidien* », dont il avait envisagé la création lors de la campagne de la présidentielle, ferait l'objet d'une concertation avant d'être expérimentée début 2018.

Circulaire sur l'expulsion des étrangers. Le ministre de l'Intérieur, Gérard COLLOMB, demande aux préfets « [de mettre résolument en œuvre les mesures](#) » d'expulsion des étrangers en situation irrégulière ou détenus en fin de peine « *représentant une menace pour l'ordre public* ». Emmanuel MACRON a promis lors de son entretien télévisé, que tous les « *étrangers en situation irrégulière* » qui commettent un délit seraient expulsés.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Les députés votent en commission la hausse du prix du tabac et une « taxe soda » remodelée. Le projet de budget de la « Sécu » prévoit l'augmentation d'un euro du prix du paquet de cigarettes en mars 2018. Un amendement incite aussi les industriels à réduire le taux de sucre dans certaines boissons, afin de lutter contre l'obésité.

Extension de l'obligation vaccinale. Après de vifs débats en commission des Affaires sociales, les députés ont adopté la mesure qui augmente à 11 le nombre de vaccins obligatoires à partir du 1^{er} janvier 2018, contre 3 aujourd'hui.

1.200. C'est le nombre d'amendements déposés sur le projet de loi de finances pour 2018 et le projet de loi de programmation des finances publiques pour 2018/2022. La réforme de l'ISF cristallise les critiques. Une centaine de parlementaires de gauche ont signé l'appel lancé par Libération, pour que le gouvernement publie l'impact de ses mesures réformant la fiscalité du capital « *sur les 100 Français les plus riches* ». Le gouvernement a opposé le respect du secret fiscal. Bruno LE MAIRE a tout de même annoncé que Bercy allait « *rendre 400 millions d'euros aux 1.000 premiers contributeurs à l'ISF* », soit « *10% du montant total de l'ISF* ». Néanmoins, ces ménages seront soumis au nouvel impôt sur leur patrimoine immobilier. Le président socialiste de la commission des Finances du Sénat, Vincent EBLÉ, a écrit au gouvernement pour obtenir davantage de précisions sur ces réformes « *en vertu de son pouvoir de contrôle* » prévu par les lois organiques.

CETA : un meilleur encadrement ? C'est ce que demande 18 députés de la République en Marche, parmi lesquels le député des Français d'Amérique du Nord, Roland LESCURE, dans un ensemble de recommandations adressées au Premier ministre. Objectifs : instaurer une véritable transparence dans la mise en œuvre du traité de libre-échange entre l'UE et le Canada, introduire une ambition environnementale, sanitaire et climatique, et porter une attention particulière à la filière bovine.

Sénat

Examen du budget pour 2018. La commission des Finances de la Haute assemblée a désigné les sénateurs Vincent DELAHAYE (Union centriste, Essonne) et Rémi FERAUD (Socialiste, Paris) comme rapporteurs spéciaux pour la mission budgétaire Action extérieure de l'État.

Assemblée générale de l'Union interparlementaire. Élection de la sénatrice mexicaine, Gabriela CUEVAS BARRON, à la présidence de l'organisation internationale qui réunit les Parlements du monde. 287 voix contre 70 pour la sénatrice uruguayenne, Yvonne PASADA.

Diplomatie parlementaire. Dans une déclaration publiée à l'issue de la 137^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP, #IPU137) qui s'est tenue à Saint-Pétersbourg, 800 membres des Parlements de l'UIP ont appelé à la transparence, à la responsabilité et au respect des droits de l'homme et de l'état de droit en tant que fondements pour assurer une diversité durable et pacifique. Les parlementaires ont notamment convenu d'agir pour prévenir les discriminations et les violations des droits de l'homme liées à la religion et à l'appartenance ethnique, de promouvoir le dialogue aux niveaux national et local pour créer des sociétés multiculturelles et inclusives, de mettre l'accent sur l'éducation civique et de renforcer les parlements.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Taxe sur les dividendes : l'État devra rembourser plus que « prévu ». Après l'invalidation par le Conseil constitutionnel de la taxe de 3% sur les dividendes instaurée en 2012, l'État devra rembourser 10 milliards d'euros aux grandes entreprises. Bercy n'avait provisionné « que » 5,7 milliards d'euros.

Bercy fait du lobbying pour Paris. 8 pays sont candidats pour accueillir le siège de l'Autorité bancaire européenne, actuellement à Londres.

Fléchissement de la pauvreté en France. Selon l'Insee, le taux de pauvreté a [légèrement baissé en 2016](#) pour atteindre 13,9% de la population contre 14,2% en 2015. L'institut attribue cette évolution à la politique menée à la fin du quinquennat de François HOLLANDE, en particulier la création en 2016 de la prime d'activité.

Airbus conclut un partenariat avec Bombardier. Les groupes aéronautiques ont signé un accord de partenariat permettant à l'avionneur européen de compléter sa gamme et au canadien de bénéficier de la puissance commerciale de son concurrent.

ALENA. Initialement prévues jusqu'à la fin de l'année, les discussions entre le Canada, les États-Unis et le Mexique sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain se poursuivront en 2018. Prochaine rencontre à Mexico du 17 au 21 novembre prochain.

SANTÉ, SOCIÉTÉ ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Dix activistes d'extrême droite arrêtés. La police a interpellé et [placé en garde à vue 10 personnes](#), dont une femme et 3 mineurs, dans la région de Marseille et en Seine-Saint-Denis, dans le cadre d'une enquête sur les projets d'actions violentes d'un homme de 21 ans arrêté en juin puis mis en examen.

80% des insectes auraient disparu en 30 ans en Europe. C'est ce que suggère une étude internationale dans la revue PLoS One, analysant des données de captures d'insectes réalisées depuis 1989 en Allemagne ; elle montre ainsi que le déclin des abeilles domestiques, très médiatisé par le monde apicole, n'est que la part émergée d'un problème plus vaste.

11,3 milliards. C'est le nombre de tonnes de CO² qui pourraient être réduites chaque année et d'ici 2030, si l'on appliquait une meilleure gestion des sols et notamment des forêts. Combinée à une agriculture mieux pensée, ces pratiques pourraient avoir un impact majeur contre le changement climatique, estime une étude de l'Académie nationale américaine des sciences.

Perquisition au siège du MoDem. Une perquisition [a eu lieu](#) à Paris dans le cadre d'une enquête préliminaire sur des soupçons d'emplois fictifs d'assistants parlementaires. Cette enquête, ouverte le 9 juin après un signalement auprès du parquet de Paris d'un ancien salarié, vise à déterminer si des employés du parti centriste ont été rémunérés en qualité d'assistants parlementaires d'eurodéputés.

Ligue des champions : l'AS Monaco battue par Besiktas. Défaite 2 à 1 face aux Turcs sur leur pelouse. Ils voient leurs chances de qualification pour les huitièmes de finale compromises.

CARNET ET NOMINATION

Pierre DUQUESNE, ambassadeur, délégué interministériel à la Méditerranée.

Jean-François BLAREL et **Jean-Michel MARLAUD**, maintenus conseillers diplomatiques du Gouvernement.

Dominique LOTTIN, première présidente de la Cour d'Appel de Versailles, est proposée par le Président du Sénat, Gérard LARCHER, pour siéger au Conseil constitutionnel.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr